

Il faut socialiser le système bancaire

15 janvier 2009 / [Thomas Coutrot](#)

Quitte à socialiser, pourquoi diable, en effet, ne socialiser que les pertes ?

La toute nouvelle « Société de Prises de Participation de l'État » vient d'injecter, pour commencer, 10 milliards d'euros dans les principales banques françaises. Il s'agit, tout à fait officiellement, de rassurer les marchés et les clients sur la solvabilité de ces banques, de les sauver du naufrage qui s'annonçait, puis, une fois la crise passée, de privatiser à nouveau les banques pour les rendre assainies à leurs actionnaires. Comble du cynisme, l'État ne réclame même pas de droits de vote dans les conseils d'administration des banques, puisque les fonds injectés prennent la forme d'obligations et non d'actions. Madame Lagarde se contente de demander aux banquiers des « engagements de nature économique et éthique »...

Bien sûr, avant de reprivatiser, on aura instauré quelques garde-fous dans l'espoir d'éviter l'éclosion immédiate d'une nouvelle bulle financière : autorégulation des rémunérations des dirigeants et des traders, appels à une plus grande « transparence », renforcement des règles prudentielles, réglementation de certains marchés (tels les produits dérivés), voire même limitation des activités des paradis fiscaux. Mais surtout, ne rien faire qui mette en cause le droit des actionnaires à gérer « leurs » entreprises

comme ils l'entendent, selon la seule logique du profit maximum. Les piliers de la mondialisation néolibérale seront soigneusement préservés : libre circulation des marchandises et des capitaux, « gouvernance d'entreprise » dans l'intérêt exclusif des actionnaires, reprise – dès que possible – de la réduction des dépenses publiques et de la fiscalité sur le capital, etc. Avec des conséquences sociales bien connues, encore aggravées par la crise : précarisation, délocalisations, chômage, inégalités, délitement des solidarités sociales...

Pourtant, comme le disent depuis longtemps – dans l'indifférence générale - les économistes critiques, cette crise était inscrite dans les gènes du néolibéralisme : un régime de croissance capitaliste inégalitaire qui repose sur la consommation des riches et l'endettement de tous, n'est pas viable. D'autant moins que sa course folle le pousse à marchandiser les moindres recoins de la vie et de la planète, à dilapider les ressources non renouvelables et à accélérer sans retour le changement climatique.

Le financement de l'activité productive, la stabilité financière sont des biens publics qui, la preuve en est faite, ne peuvent être laissés entre les mains irresponsables d'actionnaires préoccupés de leurs seuls rendements, aidés par des « régulateurs » complices, tels MM. Greenspan, Bernanke ou Trichet. Pour éviter de réamorcer une nouvelle bulle, il faut repenser les finalités mêmes et les modes de gouvernement des entreprises, à commencer par les banques. Leur rôle est de financer l'économie, pas de construire des châteaux de cartes pour les investisseurs financiers. Sans même parler des faillites, le cours des actions des banques européennes est en train de tomber à un niveau où il devient possible pour les États d'acheter l'essentiel à bon compte. Il faut saisir cette occasion pour entreprendre de socialiser non pas les pertes mais le système bancaire lui-même. Socialiser, ce n'est pas nationaliser pour redresser et revendre, ce n'est pas non plus étatiser pour s'en remettre à une gestion technocratique : c'est mettre en place les outils qui permettront de financer des activités utiles socialement et écologiquement, choisies démocratiquement, créatrices d'emplois, de revenus, de cohésion sociale. La France, l'Europe, vont être touchées dans les mois et années à venir par une flambée du chômage. Il y a urgence à développer des investissements massifs, publics et privés, dans

des programmes coordonnés d'innovation et de développement concernant les économies d'énergie (en particulier dans le bâtiment et les transports), les énergies renouvelables, l'agriculture paysanne et biologique, les services publics et de proximité...

Une socialisation du système bancaire au niveau national mais aussi – l'ampleur de la crise l'exige - européen, passerait par la création de sociétés coopératives d'intérêt collectif : en France existent les « SCIC », dans d'autres pays européens les « entreprises sociales », on pourrait créer un tel statut au niveau de l'Union. Au Conseil d'administration de ce type de banques, qui pourraient être créées au niveau régional, national et européen, les pouvoirs publics - régions, États nationaux ou Commission européenne - auraient la majorité des voix ; seraient aussi représentés, dotés de minorités de blocage, les salariés du système bancaire (via des représentants élus), les PME, les collectivités locales (pour tenir compte de la diversité territoriale) et la société civile, en particulier les syndicats, les usagers et les associations écologistes. Dans le cadre de politiques macroéconomiques durables, définies par les pouvoirs publics élus aux plans national et européen, ces coopératives bancaires pourraient pratiquer des taux d'intérêt modulés en fonction de l'utilité sociale et écologique des projets. Une Banque centrale européenne profondément réformée aurait pour tâche de surveiller ce système, d'en assurer l'équilibre de façon à prioriser l'emploi, la cohésion sociale, la préservation de l'environnement, tout en contenant les dérapages inflationnistes.

La privatisation du système bancaire a échoué, son étatisation pure et simple n'est pas souhaitable, surtout si elle se limite à socialiser les pertes. La création d'un pôle bancaire socialisé et démocratisé est seule de nature à réorienter l'économie européenne vers un sentier de développement durable. Dans une période où les dogmes d'hier, qu'on avait voulu graver dans le marbre des traités européens, sont foulés aux pieds par leurs zélotes mêmes, les citoyens sont fondés à exiger que la démocratie prenne les commandes de l'économie.

L'auteur : Thomas Coutrot est économiste et membre du Conseil scientifique d'Attac France.

Source : <http://www.france.attac.org/spip.ph...>

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Il-faut-socialiser-le-systeme>